

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2014**

**Nombre de Conseillers : 19**

**Présents : 15**

**Pouvoir : 4**

L'an deux mille quatorze et le vingt-neuf septembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel

**PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjointes ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, GUILBERT Sandrine, LESUEUR Frédéric, PALDACCI-UVERNET Antony, SCHLICHTER Danièle.**

**Absents et excusés :**

**GARCIA Eric (pouvoir à BERTHIAUX Françoise)**

**LAMBERT Eliane (pouvoir à ZAMORA Jean-Luc)**

**RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à PELLERIN Annick)**

**SILVA Alain (pouvoir à GUILBERT Sandrine)**

**Désignation du secrétaire de séance : M. Jean-Luc ZAMORA**

**Lecture des décisions :**

- Attribution du marché public 014/F01 « Acquisition de fournitures pour réseaux divers ».
- Avenant réhabilitation de la station d'épuration communale (prétraitement/décanteur-digesteur/lit bactérien/clarificateur) – 013/T04.
- Approbation du renouvellement de la convention ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Epargne Côte d'Azur.
- Location local 6 sis AW 84 Le Thoronet, d'une superficie de 427 m<sup>2</sup> faisant office de salle des fêtes municipale.  
M. LE MAIRE indique que la superficie définitive sera de 398 m<sup>2</sup> pour offrir plus de surface au pharmacien.  
Ce dernier commence les travaux le 30/09/2014 et l'ouverture de la pharmacie du Thoronet est prévue pour le 15 novembre 2014. Des membres du Conseil Municipal expriment leur enthousiasme.

Mme BERTHIAUX indique qu'« il est navrant qu'un tel projet ne fasse pas l'objet d'une délibération mais sait que ce pouvoir revient au Maire, de par la délibération de début de mandat.

Néanmoins, ce projet annule t'il celui de la construction de la salle polyvalente ? »

M. LE MAIRE répond qu' « aujourd'hui les conditions financières ne sont pas réunies et qu'il sera très difficile de pouvoir faire ce projet aujourd'hui, peut-être sera-t-il réalisé en fin de mandat.

Il n'y a plus de d'aide de l'Etat, on ne touchera bientôt plus de DGF et il n'y a plus de subventions du Conseil Général et Régional. Il ne reste que nos impôts. Il semble impossible de réaliser le projet avant la fin du mandat. »

Il rappelle que « la construction de l'extension de l'école, ainsi l'endettement est conséquent. Proche des finances tout comme M. BUISINE je dois faire, mais avec un minimum de frais ».

Mme BERTHIAUX demande si la salle va nécessiter des travaux de mise aux normes et si cela est budgété ? « Au regard du montant mensuel, la location s'élève à 166 000 € plus ou moins sur 3 ans, dans le budget c'est une somme conséquente ».

M. LE MAIRE répond que « les frais ne seront pas importants car ce sont les agents des services techniques qui vont réaliser les travaux et il proposera lors d'un Conseil Municipal de faire une location-vente, c'est l'avocat de la Commune qui réalisera le contrat ».

M. LE MAIRE indique qu' « aujourd'hui nous manquons de salle, la salle Edouard Soldani n'est plus appropriée aux besoins actuels et les plaintes pour nuisances deviennent récurrentes. Enfin, une estrade pourra être installée pour les manifestations.

Il pourrait y avoir en plus une location-vente, la mairie pourrait être propriétaire et les montants des loyers pourront être déduits du prix de vente ».

M. LE MAIRE précise que « les seuls travaux à prévoir sont la cuisine, les toilettes ainsi que l'ouverture d'une porte. Une fois ces travaux réalisés le local pourra être occupé.

Il y a un parking sous-terrain de 15 places et il y a le parking Rainaud à côté. Le local est neuf, mais n'atteint pas le coût d'une construction ».

M. MARTIN indique qu' « il s'agit d'un local de qualité et qu'il possède un chauffage par climatisation réversible.

En outre, l'opération de location-vente telle qu'envisagée n'atteint pas le coût d'une construction ».

**Lecture du compte rendu** : adopté sans observations.

M. LE MAIRE délivre les informations demandées par M. SILVA s'agissant des taxes d'électricité et de redevance du domaine public 2011 à 2013 conformément à son engagement lors de la séance précédente.

M. LE MAIRE retire le point 2 « Taxe foncière sur les propriétés non bâties – dégrèvement de la taxe afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs ».

**Intervention de Mme DIETRICH-WEISS :**

« Je voudrais revenir sur l'intervention de M. SILVA concernant l'absence de photos du groupe minoritaire dans le dernier bulletin municipal et celle de Mme BERTHIAUX qui juge ceci lamentable et scandaleux.

Dans la foulée du conseil municipal, nous avons été destinataires du journal des élus du groupe minoritaire que je vais reprendre pour apporter quelques clarifications.

En premier lieu, il est très facile de tenir le maire pour responsable de la publication du Thoronet chez Vous puisqu'il est effectivement directeur de la publication et que ceci est clairement indiqué sur le journal. En ce qui concerne votre journal, personne n'endosse la responsabilité de la publication et donc tout le monde peut dire tout et n'importe quoi.

Je note l'indignation des 43,3 % de citoyens marginalisés, indignation due à l'absence de photos dans le bulletin municipal. Si je faisais partie de ces 43,3 %, ce n'est pas l'absence de photos qui m'indignerait, mais bien plus l'absence constante de votre tête de liste aux conseils municipaux. Mais c'est sans doute votre façon de représenter une partie des Thoronéens !

Pour ce qui est de votre droit d'expression dans le bulletin municipal, je tiens à vous signaler que la loi dite démocratie de proximité du 27 février 2002 a organisé, au bénéfice des élus d'opposition, un droit d'expression dans les supports d'information des collectivités territoriales et des EPCI.

L'article L.2121-27-1 du CGCT dispose que :

« Dans les communes de 3500 habitants et plus, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur ».

Puisque, comme vous l'indiquez, « nous vivons en démocratie et les élus locaux se doivent d'appliquer les lois de la république » le maire n'a fait qu'appliquer cette loi à votre demande. (PM nous ne sommes que 2500 habitants).

Enfin et pour clore le chapitre photo, je tiens à vous signaler au cas où vous ne l'auriez pas noté (ce dont je doute) que dans son bilan de l'année 2013 la communauté de communes cœur du var a noté comme conseillers communautaires Eric GARCIA et Guy HILY. Cherchez l'erreur.

Dans le numéro du Thoronet chez Vous qui aurait dû être distribué semaine dernière vous avez comme je vous l'ai indiqué une demi page qui vous est consacrée avec photo !

Je veux également brièvement revenir sur une histoire de pizza. Il y a toujours eu un camion pizza qui venait au Thoronet et ce malgré la présence de la brasserie El Paco et du Vallon qui font également des pizzas et il n'y a jamais eu de levée de boucliers. Pensez-vous que l'installation d'un point pizza à quelques mètres de la brasserie El Paco ne crée pas une distorsion de concurrence pour cette dernière ?

Pour ce qui est du titre « Tous d'accord pour dire non à la réforme », relisez attentivement l'article et peut-être comprendrez-vous le sens du tous.

Sinon tous regroupait les communes de Cœur du Var, l'AMF etc. Désolée que la minorité thoronéenne ne comprenne pas le français ou bien veuille se distinguer.

Enfin et pour terminer, depuis quand êtes-vous au Thoronet ?

Mme BERTHIAUX ? Mme GUIBERT ? »

**Mme BERTHIAUX demande** « quel est l'intérêt de cette question ».

**Mme GUIBERT répond** « depuis 20 ans pour ma part ».

**Mme WEISS reprend** « Tout s'explique, si vous aviez été au Thoronet depuis plus longtemps vous auriez su que l'info Thoronet a paru trimestriellement bien avant votre arrivée et qu'il était déjà tiré sur papier recyclé. Nous ne vous avons pas attendus (heureusement) et ce n'est certainement pas une proposition de votre programme ».

**Réponse de Mesdames BERTHIAUX et GUIBERT** « Nous avons bien enregistré ».

<b>1. <u>DETERMINATION DES MONTANTS POUR LA FORMATION DES ELUS</u></b>
--

M. LE MAIRE expose que la formation des élus municipaux est organisée par le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment par l'article L 2123-12 du C.G.C.T. qui précise que celle-ci doit être adaptée aux fonctions des Conseillers Municipaux.

Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction (soit 57 244,92 € annuel) qui peuvent être allouées aux élus de la Commune (article L 2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales).

M. BUISINE propose que cette indemnité soit fixée à 500 € jusqu'à la fin de l'année et qu'il faudra de nouveau délibérer en fonction des uns et des autres.

Il exprime le souhait (et précise qu'il n'y a aucun dénigrement dans sa proposition) que soient formés en priorité les Adjoints et les Conseillers Municipaux délégués.

Mme BERTHIAUX indique que normalement cela représente 11 000 € à attribuer jusqu'en décembre 2014, et que nous n'avons pas identifié les besoins en formation des élus en 2015 car il faut attendre le catalogue.

Même si la priorité est aux Adjoints et Conseillers Municipaux délégués, plusieurs élus sont nouveaux et donc ils auront des besoins de formation.

M. LE MAIRE informe que « jusqu'à présent, nous n'avons jamais prévu de montant de formation et que la mairie n'a pas la possibilité d'aller jusqu'à 11 000 €. Il semble logique de programmer en fonction des besoins et d'adapter une enveloppe ».

M. LE MAIRE s'engage à transmettre à l'ensemble des élus, les réunions de formation proposées par l'Association des Maires du Var.

Il est fait un recensement des volontés de participation aux formations jusqu'au 31/12/2014.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'adopter le principe d'allouer pour 2014 une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 500 € soit 0,87 % du montant des indemnités des élus.

**ARTICLE SECOND** : Que la prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- Agrément des organismes de formations tel que l'Association des Maires du Var.
- Dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la commune.
- Liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses.

**Adopté à l'unanimité**

<b>2. <u>TARIFICATION PRIX DE LA CANTINE SCOLAIRE</u></b>
---

**Vu** l'abrogation du décret 2000-672 du 19 juillet 2000,

**Vu** l'article 82 de 1 loti n°2004-809 du 13 août 2004, relatif aux libertés et responsabilités locales,

**Vu** le décret d'application n°2006-753 du 29 juin 2006, notamment son article 2,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil municipal du Thoronet du 28/01/2013 fixant le prix du repas à la cantine scolaire,

M. BUISINE, Premier Adjoint, Délégué aux Finances expose au Conseil municipal que le service de restauration scolaire des écoles maternelle et élémentaire est un service public géré en régie ou qui peut-être délégué.

La Commune du Thoronet a toujours opéré le choix d'une gestion directe de ce service permettant ainsi de garantir une qualité supérieure à ce que pourrait proposer toute société.

Aujourd'hui, ce service public non obligatoire de par la loi mais indispensable aux familles, connaît une forte croissance d'accueil ; il est dénombré 25890 repas en 2013 et au regard des inscriptions 28 944 repas en prévisionnel 2014.

Ceci conduira à court terme à une nouvelle organisation, des investissements structurels.

Il est nécessaire dès à présent de prendre en considération cette évolution.

M. BUISINE donne lecture de l'évolution du prix de revient des trois dernières années et informe qu'aujourd'hui, les participations familiales couvrent uniquement le prix de revient des matières premières.

Bien que des efforts aient été réalisés pour diminuer les coûts, qu'il s'agisse de fluides, de produits d'entretien ou de denrées (grâce au groupement de commande de 150 Communes à travers le S.I.V.A.A.D.), il demeure que la Commune est déficitaire et ce malgré la recherche constante de productivité.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De porter le tarif du repas de la cantine scolaire pour l'année scolaire comme suivant :

Public visé	Nouveau Tarif
Enfant	3 €

**ARTICLE SECOND :** Que la mise en application du nouveau tarif sera réalisée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014.

**Adopté à l'unanimité**

### **3. TARIFICATION PRIX DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE**

**Vu** la délibération du 28 janvier 2013 portant révision du tarif de la garderie périscolaire,

M. BUISINE, Premier Adjoint, Délégué aux Finances, expose que la municipalité a opéré depuis longtemps le choix de réaliser en régie un service de garderie municipale en période scolaire le matin ainsi que le soir pour les maternelles et élémentaires.

**Considérant** le nombre croissant d'enfants inscrits à ce service, et la volonté d'améliorer son accueil, il fut nécessaire en septembre 2008, de scinder le service en deux garderies distinctes pour les 3-6 ans et 7-10 ans.

Le service comprend 3 agents pour l'accueil de 52 enfants.

Il convient de prendre en compte ce surcoût dans la fixation des tarifs jusqu'alors appliqués (25 euros par mois avec réduction de 25% dès le 2<sup>ème</sup> enfant et un forfait de 33 euros pour 10 heures de garderie non récurrente).

**Considérant** en outre l'ouverture de la garderie le mercredi après-midi de 13h30 à 18h avec propositions d'activités au sein de l'enceinte de l'école pour 38 enfants dont 13 maternelles. Ceci requiert la présence de 3 agents outre les frais inhérents au fonctionnement du service.

M. LE MAIRE donne lecture de la proposition financière de l'ODEL VAR pour un accueil de loisirs sans hébergement.

M. BUISINE présente les prix de revient des différentes garderies de la Commune.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** S'agissant de la garderie récurrente, de fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la garderie communale à 28 euros par mois ; d'appliquer une réduction de 25 % sur le tarif précité pour le tarif individuel à compter du 2<sup>ème</sup> enfant.

**ARTICLE SECOND :** S'agissant de la garderie non récurrente, de fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la garderie communale de manière non récurrente, à un forfait de 38 euros pour 10 heures de garderie, les règles de décomptes demeurant inchangées.

**ARTICLE TROISIEME :** Que les articles premier et second prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014.

**ARTICLE QUATRIEME :** S'agissant de la garderie municipale le mercredi après-midi, de fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la garderie municipale le mercredi après-midi, à 7 euros par mercredi (soit 28 euros par mois) à compter du 1er octobre 2014 (le principe de gratuité ayant été validé pour le mois de septembre 2014).

**Adopté à l'unanimité des voix exprimées**

(3 abstentions : Madame BERTHIAUX, Messieurs GARCIA et SILVA)

<b>4. <u>RENOUVELLEMENT LIGNE DE TRESORERIE</u></b>
---

**Vu** la délibération du 30/09/2013 portant sur le renouvellement de ligne de trésorerie pour une durée de 12 mois.

**Vu** la délibération du 14/04/2014 ayant pour objet « délégation au Maire » (L 2122-22 C.G.C.T.), par laquelle le Conseil Municipal a confié au Maire la délégation de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 200 000 €.

**Vu** la décision du Maire en date du 20/08/2014 portant approbation du renouvellement de la convention ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Epargne Côte d'Azur, d'un montant de 200 000 €.

**Considérant** dès lors, de par ce qui précède, qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer pour renouveler la ligne de trésorerie.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De réaliser une ligne de trésorerie d'un montant de 200 000 €.

**ARTICLE SECOND** : De retenir la proposition de l'organisme bancaire la mieux disante soit la banque postale :

<b>CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES</b>	
Prêteur	La Banque postale
Emprunteur	LE THORONET
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie Utilisable par tirages
Montant maximum	200 000,00 EUR
Durée maximum	364 jours à partir de la d'effet du contrat
Taux d'Intérêt	Eonia + marge de 1,62 % l'an
Base de calcul	exact/360 jours
Modalités de remboursement	Paielement trimestriel des intérêts et de la commission de non tilisation Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale
Garantie	Néant
Commission d'engagement	400,00 EUR payable au plus tard à la Date de prise d'effet du contrat
Commission de non utilisation	0,20 % du Montant maximum non utilisé due à compter de la Date de prise d'effet du contrat et payable trimestriellement à terme échu le 8 <sup>ème</sup> jour ouvré du trimestre suivant,
Modalités d'utilisation	Tirages/Versements Procédure de Crédit d'Office privilégiée Montant minimum 10.000 euros pour les tirages

**ARTICLE TROISIEME** : Que M. LE MAIRE est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale, et est habilité à procéder ultérieurement, à l'ensemble des formalités induites pour la mise en application de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

**5. DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET PRINCIPAL**



M. BUISINE, Premier Adjoint, Délégué aux Finances, présente la proposition de décision modificative.

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-6532 : Frais de mission	500.00 €			
D-6535 : Formation		500.00 €		
D-65737 : Autres établissements publics locaux	500.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>500.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0.00 €	500.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles</b>	<b>0.00 €</b>	<b>500.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>500.00 €</b>	<b>500.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total Général</b>	<b>0.00 €</b>		<b>0.00 €</b>	

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'adopter la présente décision modificative au budget principal.

**ARTICLE SECOND** : De charger M. Le MAIRE des modalités de son exécution.

**Adopté à l'unanimité**

## **6. ATTRIBUTION SUBVENTION ECOLE DE MUSIQUE DU THORONET**

M. LE MAIRE rapporte aux membres de l'assemblée délibérante son entrevue avec Mme Carole COURTOIS, Présidente de l'association l'école de musique du Thoronet.

A la lecture des arguments développés lors des séances du Conseil Municipal du 23/05/2014 et 07/07/2014, les professeurs de musiques sont désormais autoentrepreneurs en facturant 28 €/heure leur prestation. En outre, la Directrice bénévole n'exerce désormais que son poste de professeur.

S'agissant des tarifs appliqués, les parents des jeunes musiciens ont accepté leur augmentation.

La subvention au titre de l'année 2014-2015 demandée est portée à 5363 € pour 26 élèves inscrits et 3 professeurs pour la période juin 2014-Août 2015.

Un débat s'instaure s'agissant des possibilités d'attribuer une subvention à cette association.

Tous s'accordent pour encadrer l'attribution d'une aide et souhaitent l'obtention préalable des justificatifs du nombre d'enfants et les états de dépenses.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'octroyer une subvention de 4 750 € à l'association Ecole de musique du Thoronet, au titre de l'année septembre 2014-juin 2015.

**ARTICLE SECOND** : Que le versement de la dite subvention sera réalisé par tiers, après contrôle de la présentation financière trimestrielle de l'action de l'association.

### **Adopté à l'unanimité**

<b>7. <u>FIXATION DU TAUX DE REVERSEMENT DE LA TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE</u></b>
---

**Vu** l'article 18 de la loi de finances rectificative du 08/08/2014, venu modifier l'article L5212-24 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

**Vu** l'article L5212-24 du C.G.C.T.,

**Vu** la délibération du Comité syndical du SYMIELECVAR du 17 mars 2014 fixant le taux de reversement de la TCCFE par le Syndicat à 50 %.

**Vu** la délibération du bureau du SYMIELECVAR du 4 septembre 2014 fixant les nouvelles modalités de reversement.

**Vu** la délibération de la Commune en date du 07/07/2014, fixant le taux de reversement par le SYMIELECVAR à 50 %.

Le Maire expose à l'assemblée :

- Que conformément à l'article L5212-24 du C.G.C.T., le SYMIELECVAR est chargé pour le compte des communes qui lui en ont confié la charge, de percevoir, gérer et contrôler la Taxe Communale sur la Consommation d'Electricité auprès de tous les fournisseurs présents sur leur territoire.
- Que l'article 18 de la loi de finances rectificative du 08/08/2014 supprime le plafond de reversement de 50 % instauré par l'article 45 de la loi de finances rectificative pour 2013 du 29 décembre 2013.
- Que les membres du bureau du SYMIELECVAR n'ont pas modifié le taux des frais de gestion dans la délibération du 04/09/2014.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : L'annulation de la délibération du Conseil Municipal en date du 07/07/2014 fixant le taux de reversement par le SYMIELECVAR à 50 %.

**ARTICLE SECOND** : Le retour aux conditions de transfert et au taux de reversement de 98% tels que prévus lors du transfert de compétence au Syndicat.

**Adopté à l'unanimité**

<p><b>8. <u>ACCEPTATION DE REMISE DE TROIS MOTOPOMPES, PROPRIETE DU CONSEIL GENERAL</u></b></p>
---

M. ZAMORA, Conseiller municipal délégué à la forêt et à la protection civile, expose aux membres de l'assemblée délibérante qu'à la suite des grands incendies de 2003, une réflexion a été engagée en profondeur sur les moyens à mettre en place pour limiter les dégâts occasionnés par les feux de forêts.

Le Département du Var a donc mis en place un « dispositif motopompes » avec l'idée qu'une piscine représente potentiellement la force de frappe de huit canadais.

Par convention du 04/02/2008, le Thoronet s'est vue dotée de trois motopompes.

Aujourd'hui la convention arrivant à échéance, le Département propose la remise à titre gracieux des motopompes affectées à la Commune de LE THORONET.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'accepter la remise, à titre gracieux, des trois motopompes propriété du Conseil Général du Var et jusqu'alors mise à disposition de la Commune.

**ARTICLE SECOND** : De charger M. LE MAIRE à signer le Procès-Verbal de remise à titre gracieux des trois motopompes et de réaliser toutes les formalités induites par la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

<p><b>9. <u>DESIGNATION REPRESENTANTS ASSOCIATION SYNDICAT MIXTE ARGENS</u></b></p>
---

**Vu** l'article 5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le 3 février 2014, un arrêté préfectoral portant création du Syndicat Mixte de l'Argens ayant la compétence « Entretien, gestion, aménagement des cours d'eau et prévention des inondations dans le bassin de l'Argens » est transmis aux communes et EPCI

compétents en différant sa date d'entrée en vigueur à l'automne 2014 pour laisser le temps aux futurs membres de revoir les statuts provisoires.

Dès lors, il convient de délibérer afin de désigner un représentant et un suppléant au sein de l'assemblée du syndicat mixte de l'Argens.

Considérant le transfert de compétence à la Communauté de Communes Cœur du Var par la loi modernisation action publique territoriale et affirmation des métropoles, il est proposé que les représentants communaux soient désignés parmi les Conseillers Communautaires.

Deux listes se présentent :

- Liste M. Alain SILVA
- Liste Mme Annick PELLERIN

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, se prononce pour ne pas procéder à bulletin secret.

Ont obtenu :

Liste	Nombre de voix exprimées
Liste 1 : M. SILVA	4
Liste 2 : Mme PELLERIN	15

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : Qu'ont été proclamés :

<b>Représentant</b>	Mme Annick PELLERIN
<b>Suppléant</b>	M. Alain MARTIN

au sein de l'Assemblée du Syndicat Mixte de l'Argens.

## **INFORMATIONS DIVERSES**

### **M. LE MAIRE :**

- Lecture du courrier de M. CARPENTIER, Président de l'association Olympique-Taradeau-Lorgues-Le Thoronet (O.T.L.), portant sur demande d'achat de matériel.
- Lecture du courrier de Mme CARPENTIER, Présidente de l'association O.T.L., portant sur la mise à disposition de la salle de l'écomusée pour activité. Il lui est préféré la salle des fêtes sous réserve des disponibilités.
- Lecture des remerciements de M. MARCHE, Directeur de l'école Lucie Aubrac, pour l'organisation de la journée des « Virades de l'espoir ».

- Lecture du courrier de la Préfecture du Var, portant sur l'élection des représentants des Communes au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.
- Lecture de l'arrêté préfectoral en date du 28/08/2014, refusant la demande d'exploitation d'une carrière lieu-dit « Les Brunettes » à LORGUES-SA Transports Jean Louis.
- Lecture courrier des Délégués Départementaux de l'Education Nationale portant sur la demande d'inscription « Liberté, égalité, fraternité, laïcité » sur les murs de toutes les écoles publiques.

**Mme BERTHIAUX :**

- Le compte rendu du Conseil Municipal du 20/06/2014 ne figure pas sur le site internet de la Commune.

Mme DIETRICH-WEISS et M. PALDACCI-UVERNET s'engagent à y remédier, il s'agit d'une erreur du secrétariat.

**Mme PELLERIN :**

- Pôle équidé : Réunion prévue le 14/10/2014.  
La salle des fêtes est réservée, la Mairie se chargera des cafés et le Conseil Général de l'apéritif.  
Le permis de construire pour la halte équestre est redéposé.
- Réunion des associations le 27/11/2014.
- Réunion publique Schéma de cohérence territoriale (S.C.O.T.) et projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D.) le 02/10/2014.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h00.**

**Le secrétaire de séance**

**M. Jean-Luc ZAMORA**